

RÉGIONALISATION DE L'ÉPURATION MOYENNE BROYE RACCORDEMENT DE 5 STEP SUR LA STEP RÉGIONALE DE LUCENS

APPEL D'OFFRES PLANIFICATEUR GÉNÉRAL CAHIER DES CHARGES



9 septembre 2021

Association intercommunale
Epuration Moyenne Broye (EMB)



HOLINGER SA

Route de la Pierre 22, CH-1024 Ecublens

Téléphone +41 21 654 91 00

lausanne@holinger.com

Version	Date	Rédaction	Validation	Distribution
1.0	04.09.2021	SCJ	RUD	DirPro EMB
2.0	09.09.2021	SCJ	RUD	Publication SIMAP

A2123 SO Cahier des charges PlanificateurRéseau 20210909.docx

Illustration page de titre: J. Schweizer

TABLE DES MATIÈRES

1	INFORMATIONS GÉNÉRALES	6
1.1	DESCRIPTIF DU PROJET	6
1.2	PROCHAINES ÉTAPES	7
1.3	OBJECTIFS DU PROJET "RÉSEAUX"	7
1.4	SITUATION ACTUELLE	8
1.5	CALENDRIER GÉNÉRAL	8
1.6	BASES DE PROJET	8
2	ORGANISATION DE PROJET	10
2.1	MANDANT ET MAÎTRE D'OUVRAGE	10
2.2	MANDATAIRE	11
2.3	AUTRES INTERVENANTS	12
3	PRESTATIONS ET DÉROULEMENT	13
3.1	PÉRIMÈTRE SPATIAL DES PRESTATIONS	13
3.2	PÉRIMÈTRE TECHNIQUE DES PRESTATIONS	13
3.3	CONTRAINTES ET OBJECTIFS DE PLANNING	13
3.4	PHASAGE DU MANDAT	14
3.5	TRAVAUX À RÉALISER	15
3.6	ASPECTS NORMATIFS	15
3.7	PRESTATIONS ET THÈMES PARTICULIERS	15
3.8	PRESTATIONS À FOURNIR	16
3.9	BIM	21
3.10	RENDUS	22
3.11	SÉANCES	22
3.12	DEVOIR GÉNÉRAL DE DILIGENCE	23
4	CONTRAT ET RÉMUNÉRATION	24
4.1	PRINCIPES	24
4.2	CALCUL DES HONORAIRES	24
4.3	RÉMUNÉRATION DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES	24
4.4	FRAIS ANNEXES	25
4.5	FACTURATION	25
4.6	RENCHÉRISSEMENT	25
4.7	CONTRAT	25
4.8	ASSURANCES	25

ANNEXES

Annexe 1	Carte du réseau régional existant et projeté
Annexe 2	Dossier de rapports des études précédentes
Annexe 3	Projet de contrat

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Organigramme général pour la phase de projet	10
--	----

ABBRÉVIATIONS (PAR ORDRE D'APPARITION DANS LE TEXTE)

STEP	Station d'épuration
COPIL	Comité de pilotage
AIML	Association intercommunale Moudon-Lucens (AIML)
EMB	Association intercommunale Epuration Moyenne Broye (EMB)
NWCH	Nestlé Waters Suisse
DCO	Demande chimique en oxygène
SIA	Société suisse des ingénieurs et architectes
OFEV	Office fédéral de l'environnement
DGE	Direction générale de l'Environnement
PGEE	Plan général d'évacuation des eaux
SIEMV	Service Intercommunal d'Epuration Mézières (Vaud)
AISTBV	Association intercommunale Service technique de la Broye vaudoise
CODIR	Comité de direction
DGP	Direction générale de projet
DGT	Direction générale des travaux
MCRCE	Mesure, contrôle, régulation, commande, électricité
CVS	Chauffage Ventilation Sanitaire
BIM	Building information Modeling
AEAI	Association des établissements cantonaux d'assurance incendie
KBOB	Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics
VSA	Association suisse des professionnels de la protection des eaux
SEn	Service de l'Environnement
CFF	Chemins de fer fédéraux
EBL	Elektra Baselland (opérateur du CAD de Lucens)

CAD	Chauffage à distance
BAMO	Bureau d'assistance à maître d'ouvrage
SUVA	Schweizerische Unfallversicherungsanstalt)
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
EIE	Etude d'impact sur l'environnement
CAMAC	Centrale des autorisations en matière de constructions
API	Automate programmable industriel

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1 DESCRIPTIF DU PROJET

Depuis 1976, la station d'épuration (STEP) de Lucens contribue à améliorer significativement la qualité des eaux de la Broye. D'autres communes environnantes sont successivement venues agrandir le bassin versant de la STEP, certaines en se constituant en entente ou association pour construire leurs raccordements. En 1978, une STEP est construite à Vulliens. Dans les années 1980 et jusqu'au début des années 1990, plusieurs autres STEP ont été construites dans la région.

A partir de 2012, des réflexions sont entamées pour envisager un regroupement des STEP dans la région « Moyenne Broye » (bassins versants du Carrouge, de la Bressonne et de la Broye entre Moudon et Trey). Plusieurs études préliminaires ont été menées entre 2012 et 2016, pour confirmer l'intérêt et la faisabilité d'un regroupement des 9 STEP du périmètre. En 2017, les STEP de Vulliens et de Ropraz se sont raccordées à l'AIML de manière anticipée.

Fin 2017, un comité de pilotage régional (COPIL) s'est constitué. Sa mission consistait à préparer un projet régional d'épuration des eaux, ceci sur le plan technique, financier et organisationnel. Une convention a été établie entre les 30 exécutifs communaux, qui se sont engagés à financer les études et à présenter un projet à leurs organes législatifs. Ces démarches ont abouti fin 2020 : 29 communes¹ vaudoises et fribourgeoises ont accepté de devenir membres d'une nouvelle association intercommunale portant le nom "Epuración Moyenne Broye" (EMB). Cette association a été constituée en juin 2021. Elle poursuit le projet régional, construira les réseaux de raccordement et la nouvelle STEP puis exploitera ces infrastructures ainsi que le réseau régional. Pour davantage d'informations, il est renvoyé au préavis présenté aux législatifs en 2020².

Sur le plan technique, le projet comporte la **réalisation d'une nouvelle STEP régionale**, sur le site de l'actuelle STEP de Lucens. Il est prévu de construire une nouvelle STEP pour 65'000 équivalent-habitants DCO (y compris industries) et un débit de pointe de 286 l/s, avec réutilisation de certains ouvrages existants. Cette STEP devra, en plus du traitement biologique comprenant une nitrification, traiter les micropolluants, car il s'agira d'une installation de plus de 24'000 habitants raccordés et située dans le bassin versant d'un lac. Le site se situe en zone à bâtir et ne sollicitera pas de surfaces d'assolement. La STEP ne fait pas partie du périmètre de prestations du présent appel d'offres.

Le projet comporte également le **raccordement sur cette STEP régionale des 5 STEP restantes** du bassin versant, soit Hermenches, Les Combremonts, Granges, Trey et Châtonnaye. Ces STEP seront transformées en ouvrages de pompage ou de mise en charge et toutes les autres fonctions seront démantelées. A partir de ces STEP, de nouveaux tronçons de réseaux de raccordement, pour un total de 14.6 km, sont à construire.

Des études d'avant-projet ont été menées pour ces raccordements et font partie intégrante du présent cahier des charges:

- Ribl ingénieurs hydrauliciens, Régionalisation de l'épuration Moyenne Broye STEP régionale de Lucens, Rapport final, 14 juin 2018
- Ribl ingénieurs hydrauliciens, Régionalisation de l'épuration Moyenne Broye STEP

¹ La commune d'Henniez a refusé l'adhésion à l'association EMB. Elle gardera sa STEP communale et ne fait plus partie du projet régional.

² Par exemple celui de la commune de Lucens, accessible ici: <https://www.lucens.ch/N4008/2020-03-epuration-de-la-moyenne-broye-statuts.html>

régionale de Lucens, Rapport final - Mise à jour du concept de régionalisation – 31 mai 2021

Cet avant-projet a permis de définir (2018) puis d'actualiser (2021) un concept de transformation et d'équipement pour chaque STEP à raccorder ainsi que les tracés et dimensionnements de conduites de raccordement.

Les bases techniques étant désormais définies et l'association créée, il s'agit maintenant de démarrer le processus de planification, d'autorisation puis de réalisation du projet.

1.2 PROCHAINES ÉTAPES

Afin de poursuivre les études en vue de construire la STEP régionale de la Moyenne Broye les phases de projet suivantes sont prévues et font l'objet du présent appel d'offres :

- Reprise des bases de projet, actualisation et validation de l'avant-projet (phase SIA 31 partielle);
- Projet de l'ouvrage (phase SIA 32) ;
- Procédure de demande d'autorisation/dossier de la mise à l'enquête (phase SIA 33) ;
- Appels d'offres, comparaison des offres, propositions d'adjudication (phase SIA 41) ;
- Projet d'exécution (phase SIA 51) ;
- Exécution de l'ouvrage (phase SIA 52) ;
- Mise en service, achèvement (phases SIA 53).

En parallèle au présent appel d'offres de mandataire, d'autres démarches sont en cours :

- Planification de la STEP régionale, avec un planificateur général qui a démarré ses prestations en juin 2021 (Groupement AFRY-BG);
- Réalisation du plan général d'évacuation des eaux régional, phase 1 (PGEEr1), avec un mandataire qui démarre les prestations en septembre 2021 (RWB) ;
- Réalisation d'un cadastre des eaux usées industrielles (mandat non encore attribué).

1.3 OBJECTIFS DU PROJET "RÉSEAUX"

Les objectifs généraux de ce projet sont les suivants :

- Réaliser le raccordement des 5 STEP du périmètre sur la nouvelle STEP de Lucens;
- Concevoir et réaliser des installations conformes aux standards de santé et sécurité au travail, offrant une excellente ergonomie d'exploitation ;
- Optimiser le transport des eaux usées dans sa globalité, en cherchant à minimiser la consommation énergétique ainsi que les atteintes au milieux récepteurs résultant de déversements par temps de pluie ;
- Appliquer de manière pragmatique les principes de construction durable ;
- Maintenir en activité un traitement des eaux usées aussi performant que possible durant les travaux ;
- Concevoir des installations bien intégrées aux différents sites.

1.4 SITUATION ACTUELLE

Les 5 STEP concernées sont en service et traitent les eaux usées de leurs bassins versants respectifs. Des précisions sur l'état actuel des installations se trouvent dans les rapports techniques annexés.

1.5 CALENDRIER GÉNÉRAL

EMB a défini le **cadre temporel général** du projet de la manière suivante :

Elaboration du PGEEr1	septembre 2021 à octobre 2022
Etudes et procédures d'autorisation STEP et réseaux	2021-2023
Réalisation, par étapes/tronçons	2023-2026
Mise en service	Fin 2026

La STEP régionale sera entièrement en service à fin 2026. Il est toutefois possible d'envisager des raccordements anticipés, si le planning du projet "réseau" et les capacités transitoires de la STEP le permettent. Cette éventualité sera à coordonner avec le planificateur général "STEP".

1.6 BASES DE PROJET

Le processus de régionalisation, initié par le canton de Vaud dès 2012 avec le "Plan cantonal micropolluants" (PCM), s'est déroulé sur plusieurs années, avec des étapes d'étude successives.

Plusieurs études de divers auteurs ont été conduites entre 2015 et 2021 pour identifier la solution optimale pour le traitement des eaux usées du périmètre "Moyenne Broye".

Les principales études pertinentes pour le présent mandat sont énumérées ci-dessous et mises à disposition des soumissionnaires dans un dossier annexe au cahier des charges (les pièces sont numérotées comme suit). L'état de validité et d'actualité de chacune des études est commenté dans les **encadrés gris**.

- [01] Ribi ingénieurs hydrauliciens: Région de la Moyenne Broye. Assainissement et épuration des eaux. Etude de régionalisation phase 2. Rapports techniques : Jalon 1, jalon 2 et jalon 3 – Versions finales. 28.01.2015

Il s'agit du premier rapport qui traite les bases d'une régionalisation de l'épuration de la région Moyenne Broye. Le rapport traite plusieurs variantes de procédé et d'emplacement d'une STEP régionale et il traite une partie des raccordements nécessaires pour la réalisation de la régionalisation. Concrètement, l'étude proposait deux sites possibles pour la STEP régionale: un site nouveau à Granges-Marnand ainsi que l'utilisation du site de la STEP existante de Lucens avec extension sur une parcelle adjacente.

Cette étude n'est plus d'actualité. Elle est mise à disposition par souci d'exhaustivité de l'historique du projet.

- [02] Ribi ingénieurs hydrauliciens, Régionalisation de l'épuration Moyenne Broye STEP régionale de Lucens, Rapport final, **14 juin 2018**

Cette première étape d'avant-projet ("avant-projet I") a permis de définir les tracés des raccordements et développer pour chaque STEP les principes de transformation et d'acheminement des eaux usées. Elle a également permis d'établir un devis général et un budget de coûts d'exploitation.

L'avant-projet I est repris par l'avant-projet II (voir ci-après). Sa lecture est toutefois recommandée pour faciliter la compréhension des bases et de l'évolution du projet.

- [03] HOLINGER SA, Régionalisation Moyenne Broye - Contournement de Syens, Fiche raccordement, **2.11.2018**

Cette fiche fait office de petite étude complémentaire pour un éventuel contournement de la localité de Syens. En effet, la faisabilité d'un transit par le réseau communal de Syens n'était pas garantie.

Cette option reste ouverte à l'heure actuelle et fait partie intégrante du projet objet du présent cahier des charges.

- [04] Ribl ingénieurs hydrauliciens, Régionalisation de l'épuration Moyenne Broye STEP régionale de Lucens, Rapport final - Mise à jour du concept de régionalisation – **31 mai 2021**

Cette mise à jour (appelé ci-après "avant-projet II") a été déclenchée à la suite de la décision de la commune d'Henniez de ne pas rejoindre la nouvelle association régionale. Il s'ensuit que la STEP d'Henniez ne se raccordera pas à la STEP de Lucens. Son bassin versant se voit toutefois réduit, puisque seule la commune d'Henniez y restera raccordée, les autres localités faisant actuellement partie du bassin versant rejoignant la STEP régionale. Le concept du réseau régional a donc été revu, en remplaçant la STAP prévue sur le site de la STEP d'Henniez par une STAP nouvelle à créer au droit de la localité de XIII-cantons, sur le territoire de la commune de Valbroye.

Ce rapport constitue **l'étude de référence** pour le présent mandat. Il illustre et synthétise le résultat de l'ensemble des réflexions menées jusqu'ici, à l'exception de l'option "contournement de Syens", qui n'a pas été intégrée dans ce rapport.

C'est le document de référence à lire obligatoirement pour comprendre le concept retenu et la base de projet pour le planificateur général.

Tous les plans de l'Avant-projet fournis en format .pdf pour l'appel d'offres pourront être transmis en format .dwg lors de l'adjudication.

2 ORGANISATION DE PROJET

2.1 MANDANT ET MAÎTRE D'OUVRAGE

L'organisation générale du projet est prévue comme suit:

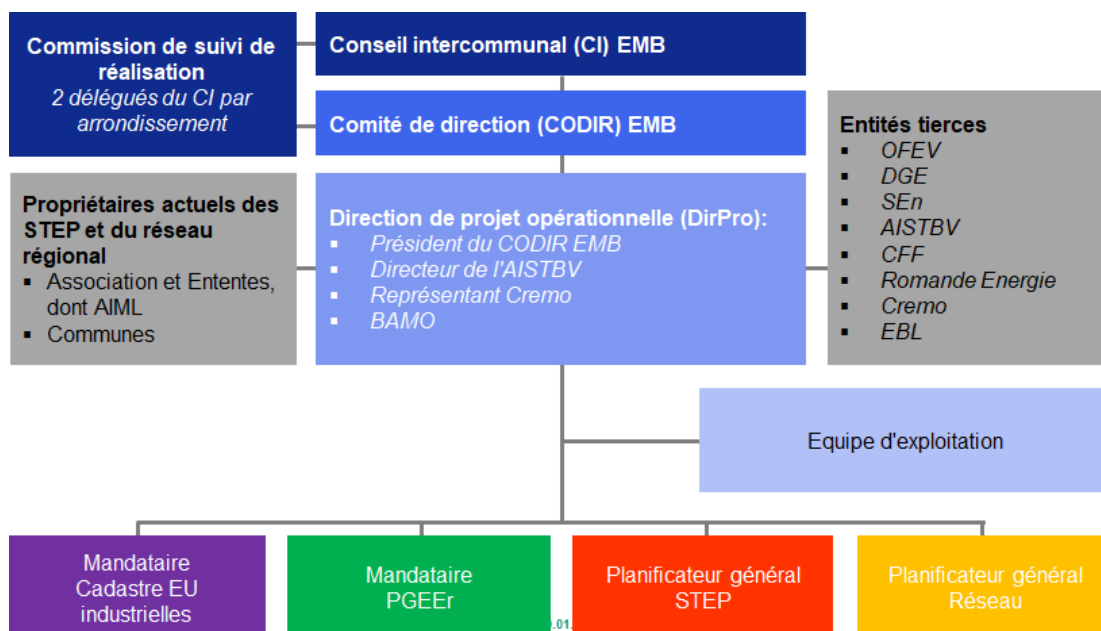


Figure 1: Organigramme général pour la phase de projet

Les différents intervenants du mandant sont décrits ci-après :

- **Conseil intercommunal:** législatif d'EMB, organe décisionnel selon les dispositions des statuts d'EMB (notamment: décisions de crédits d'investissement).
- **Commission de suivi de réalisation:** cette commission du législatif, avec 2 représentants par arrondissement, suit les études et les travaux au niveau stratégique. Elle fait le lien entre la direction de projet et le législatif intercommunal. La DirPro et/ou le CODIR consultent la Commission pour les décisions stratégiques du projet.
- **Comité de direction (CODIR):** exécutif politique d'EMB, responsable du pilotage stratégique des projets, compétences décisionnelles selon statuts.
- **Direction de projet opérationnelle (DirPro):** la DirPro, composée du président du CODIR, du directeur du service technique intercommunal, d'un représentant de Cremo ainsi que du BAMO, assure le pilotage opérationnel des projets et effectue les tâches opérationnelles dévolues au maître d'ouvrage. Les mandataires, représentés par leur chef de projet, interagissent principalement avec la DirPro.
- **Entreprise Cremo:** un représentant de Cremo est membre de la direction de projet. Il y participe pour les aspects qui concernant directement l'entreprise (prétraitements industriels, aspects fonciers).
- **Equipe d'exploitation:** les exploitants sont étroitement associés aux études et à la réalisation du projet, sous l'égide de la direction de projet.

2.2 MANDATAIRE

L'organisation interne des mandataires est laissée à leur propre appréciation, avec toutefois les exigences suivantes :

- Le Maître d'ouvrage souhaite disposer d'un interlocuteur unique pour la conduite du mandat, en la personne de l'**ingénieur civil chef de projet**, qui assurera la direction générale de projet (DGP) et la direction générale des travaux (DGT) dans un souci de continuité.
- Le mandataire désigne les **2 autres personnes-clé** suivantes, à intégrer obligatoirement à l'organisation du mandataire et qui sont évaluées dans le cadre de la procédure :
 - **Ingénieur spécialiste hydraulicien et équipements électro-mécaniques**: ingénieur responsable du dimensionnement hydraulique des équipements (pompes, vannes, etc.) et des conduites ainsi que de la conception des ouvrages ;
 - **Responsable de la direction locale des travaux (DLT)**: responsable de la phase d'exécution, cette personne suivra les chantiers et sera en charge des séances de chantier et de la coordination des intervenants.

Une de ces personnes-clé sera désignée comme **suppléant du chef de projet**. Elle devra disposer en tout temps d'une connaissance du projet équivalente à celle du chef de projet, de manière à pouvoir le remplacer en cas de besoin.

Les personnes-clé désignées dans l'offre ne pourront pas être modifiées. Leur disponibilité et leur engagement doivent être garantis par le mandataire pour toute la durée du projet. Chaque personne-clé devra disposer d'un adjoint/suppléant identifié dans l'organigramme.

L'article 7 des conditions générales pour les contrats de mandataire KBOB s'applique s'agissant du remplacement éventuel de ces personnes-clé.

- Le mandataire disposera également dans son équipe :
 - D'un **ingénieur CVS**, responsable pour la conception et la réalisation des installations de chauffage, de ventilation et sanitaires nécessaires dans les stations de pompage,
 - D'un **spécialiste de la protection des sols sur les chantiers** reconnu par la SSP,
 - D'un spécialiste de la **sécurité** sur les chantiers,
 - D'un **géomaticien** en charge des relevés des ouvrages exécutés.

Ces personnes seront mentionnées nommément dans l'organigramme du mandataire.

2.3 AUTRES INTERVENANTS

Les autres intervenants du projet avec lesquels le planificateur interagira sont les suivants :

Intervenant tiers	Interaction avec le planificateur général STEP
Mandataire planificateurs général "STEP"	Les deux planificateurs se coordonnent étroitement pour la planification et la réalisation de l'arrivée de la conduite principale dans la STEP ainsi que pour le phasage des raccordements en lien avec le phasage des travaux de la STEP.
AISTBV	L'AISTBV est l'entité responsable au niveau communal pour les procédures de permis de construire et la police des constructions Elle est également impliquée dans le PGEEr1.
DGE et SEn	Les services de protection des eaux des deux cantons ont été étroitement associés aux études du COPIL jusqu'ici. Ils seront associés à la suite du projet, notamment pour préparer les procédures de demande d'autorisation ainsi que pour mener les démarches liées aux subventions.
Mandataire "PGEE régional"	Les deux mandataires se coordonnent étroitement pour la planification du réseau et la définition des bases de dimensionnement du réseau.
Mandataire "cadastre des eaux usées industrielles"	Coordination technique dans le cadre des études selon besoins, à priori faibles.
AIML	L'AIML poursuit l'exploitation de la STEP de Lucens jusqu'à la fin de la période transitoire et la mise en service finale de la nouvelle STEP.
AEGE (Association pour l'Epuración de Granges et Environs).	Cette association est détentrice et exploitante de la STEP de Granges jusqu'à la fin de la période transitoire et la mise en service finale de la nouvelle STEP.
Communes d'Hermenches, de Trey, de Châtonnaye et de Valbroye	Ces 4 communes sont les détentrices et exploitantes des autres STEP jusqu'à la fin de la période transitoire et la mise en service finale de la nouvelle STEP.
Communes touchées par les tracés des réseaux projetés	Ce sont les communes suivantes: Hermenches, Syens, Valbroye, Cheiry, Châtonnaye, Torny (en marge, dépend de la variante de tracé qui sera retenu), Trey, Henniez, Lucens.

3 PRESTATIONS ET DÉROULEMENT

3.1 PÉRIMÈTRE SPATIAL DES PRESTATIONS

Le périmètre du projet est décrit dans les études énumérées au chapitre 1.6. Un plan d'ensemble du réseau régional existant et projeté figure en → Annexe 1.

3.2 PÉRIMÈTRE TECHNIQUE DES PRESTATIONS

Les prestations d'ingénierie en tant que **planificateur général** pour la réalisation de l'étude du projet, les appels d'offres et la réalisation de la construction des ouvrages de transport des eaux usées décrits au chapitre 1.6 sont l'objet du présent cahier des charges.

En tant que planificateur général, le mandataire réalise l'ensemble des prestations d'ingénierie nécessaires pour la planification, l'élaboration, la conception et la réalisation des ouvrages. Il est en charge et coordonne notamment les domaines d'ingénierie suivants :

- Ingénieur process (hydraulique, équipements électromécaniques, tuyauterie, ...)
- Ingénieur civil (y compris ingénieur structure)
- Géotechnicien
- Architecte (éléments de second œuvre des stations)
- Ingénieur CVS
- Coordination technique générale (coordination technique, spatiale et interdisciplinaire)
- Direction générale de projet et des travaux

Les prestations d'ingénierie sectorielle électrique et MCCR ne font pas partie du périmètre des prestations du présent cahier des charges.

En effet, pour des questions de cohérence des systèmes et des équipements, c'est l'ingénieur électricien et MCCR mandaté pour la STEP qui assurera ces prestations également pour les ouvrages du réseau. **La coordination technique et spatiale des équipements électriques et MCCR pour toutes les phases fait en revanche partie des prestations du planificateur général "réseaux".**

Il est renvoyé au → rapport d'avant-projet pour les indications plus détaillées concernant les coûts d'ouvrage.

3.3 CONTRAINTES ET OBJECTIFS DE PLANNING

La nouvelle association EMB est tenue de mettre le plus rapidement possible à disposition de ses communes membres les nouveaux équipements régionaux. L'objectif d'EMB est de pouvoir mettre en service les nouvelles infrastructures régionales **fin 2026 au plus tard**.

Plusieurs éléments rendent opportun et nécessaire un avancement aussi rapide que possible du projet :

- Certaines des STEP du périmètre sont en fin de durée de vie et/ou en surcharge avec des non-respects de normes de rejet. Plus le temps passe, plus le risque augmente de devoir investir des montants importants dans l'urgence. Le phasage pourra éventuellement – sans que cela soit une exigence - prévoir un raccordement des STEP dès que le nouveau traitement biologique le permet, soit avant la mise en service de la nouvelle STEP complète ;

- Les cantons de Vaud et de Fribourg souhaitent réduire fortement les apports de phosphore au Lac de Morat dans les meilleurs de délai, en utilisant les synergies avec le traitement des micropolluants ;
- Les statuts d'EMB ont prévu une phase transitoire, durant laquelle les nombreuses structures intercommunales actuelles cohabitent en parallèle à la nouvelle association. Cette situation, qui induit des coûts et des efforts de gestion, se veut la plus courte possible ;
- L'exemption du paiement de la taxe fédérale "micropolluants" doit intervenir aussi rapidement que possible. L'association a intérêt de pouvoir mettre en service sans retard l'installation de traitement des micropolluants.

Le planificateur général devra donc mettre un accent et effort particulier sur l'étude puis la mise en œuvre d'un phasage conforme à ces objectifs.

3.4 PHASAGE DU MANDAT

Le phasage du projet se veut classique et adossé aux phases SIA. Le maître d'ouvrage laisse le mandataire proposer la manière la plus adéquate de mener le projet. Quelques jalons principaux sont toutefois **proposés** ci-dessous. Le soumissionnaire pourra s'en écarter s'il juge plus adéquate une autre manière de faire.

Etape 1: reprise de l'avant-projet (phase SIA 31) décembre 2021 à février 2022

Sur la base des études existantes, l'avant-projet est repris et mis au point, notamment en traitant les questions et variantes encore laissées ouvertes à ce stade (voir la rapport Ribi04 cité plus haut). Le devis général est actualisé.

Etape 2: projet d'ouvrage avant PGEEr1 février 2022 à octobre 2022 (phase SIA 32)

Tenant compte que le PGEEr1 est en cours d'élaboration et sera disponible en octobre 2022, cette étape permettra de travailler sur tous les aspects qui ne dépendent pas des résultats du PGEEr1. Ce sont notamment et sans être exhaustif :

- les études pédologiques,
- l'acquisition de toutes les données de base encore manquantes,
- la mise au point des tracés et profils en long des conduites,
- les choix de matériaux et techniques de pose des conduites,
- la mise au point des concepts de transformation des STEP,
- développement des concepts d'exploitation (notamment les pompes) et d'entretien,
- les contacts et démarches préliminaires avec les exploitants d'autres réseaux, les propriétaires fonciers et les communes territoriales,
- L'élaboration d'un devis général détaillé selon CFC.

Etape 3: optimisation du projet en fonction des indications du PGEEr1 (phase SIA 32) octobre 2022 à janvier 2023

Cette phase, qui se veut courte, permettra de valider et si nécessaire d'ajuster les débits de projet et les équipements permettant la gestion des eaux pluviales (dégrilleurs, bassins d'eaux pluviales, gestion centralisée, etc.).

Au terme de cette phase, un dossier complet de projet d'ouvrage, y compris devis général actualisé, est validé avec EMB.

**Etape 4: autorisations, appels d'offre (phases SIA 33 et 41)
janvier 2023 à environ fin 2023**

Cette phase comporte, en parallèle, la conduite des procédures d'autorisation ainsi que les soumissions. Elle pourra comporter une anticipation partielle des prestations du projet d'exécution, dans la mesure où celle-ci est nécessaire pour l'élaboration des séries de prix du génie civil.

**Etape 5: réalisation (phases SIA 51 à 53)
2024 - 2026**

Le phasage des travaux de raccordement n'est pas arrêté à l'heure actuelle. C'est le planificateur qui le définira dans le cadre de son mandat. Une première approche générale est à présenter dans le cadre du planning de l'offre.

3.5 TRAVAUX À RÉALISER

Une description détaillée figure dans les documents d'avant-projet mise à disposition en annexe. Certains choix techniques et variantes sont toutefois encore ouverts à ce stade et devront être clarifiés au cours de la phase de reprise de l'avant-projet.

Dans sa planification financière, EMB prévoit un coût d'ouvrage (y compris démolitions) global pour les ouvrages de transport à réaliser de **16 millions de francs** (y compris divers et imprévus et réserve, hors honoraires, hors TVA). Les coûts d'ouvrage peuvent guider le planificateur dans l'élaboration de son offre. Ces coûts ne constituent toutefois pas une base contractuelle pour le calcul des honoraires (voir aussi chapitre 4).

3.6 ASPECTS NORMATIFS

Le mandataire est réputé connaître la législation, les normes, directives et l'état de la technique généralement reconnu dans la profession pour tous les domaines du mandat qui lui est confié. Il les appliquera scrupuleusement et spontanément, sans que la mandant ne doive spécifiquement le demander. En cas de doute, il agit de manière proactive pour clarifier les éléments normatifs applicables, si nécessaire avec l'appui du BAMO.

3.7 PRESTATIONS ET THÈMES PARTICULIERS

En plus des aspects usuels d'un projet de construction de bâtiments et d'infrastructures, le mandataire traitera dans son mandat les thèmes spécifiques suivants, ceci dès le début de son mandat et tout au long des études et de la réalisation :

- Santé et sécurité au travail (SUVA / SECO)
- Ergonomie d'exploitation
- Directives machines et conformité CE (OLT, OMach, OSpex)
- Directives sur les équipements sous pression (OSEP)³
- Analyse des modes de défaillance, de leurs effets et de leur criticité (AMDEC)

³ Directives sur les équipements sous pression (2014/68/UE) et sur les récipients à pression simples (2014/29/UE).

- Optimisation énergétique des procédés et des équipements électromécaniques
- Conception et mise en œuvre des bétons étanches en contact avec l'eau
- Prise en compte et mise en œuvre des prescriptions des CFF relatives à la proximité de la ligne ferroviaire
- Prise en compte et mise en œuvre des prescriptions de l'inspection fédérale des pipelines (IFP) relatives à la proximité de conduites de transport de gaz
- Prise en compte et mise en œuvre des prescriptions relatives à la proximité de la ligne à haute tension
- Protection des eaux souterraines
- Protection contre la corrosion, concepts équipotentiels et de mise à terre
- Protection des sols

Les prestations spécifiques qui en découlent ne sont pas détaillées dans ce suit. Elles doivent être incluses dans l'offre du planificateur général.

3.8 PRESTATIONS À FOURNIR

Généralités

EMB souhaite un mandataire qui se charge de la planification et réalisation complète des raccordements des 5 STEP sur la STEP de Lucens. A l'exception des prestations d'ingénieur MCRCE, le planificateur général est chargé de l'ensemble des prestations nécessaires, à partir de l'avant-projet existant jusqu'à la mise en service des raccordements.

Les prestations à réaliser se basent sur les "Règlements concernant les prestations et honoraires" (RPH) SIA 103 (2020)⁴ et 108 (2020)⁵ concernant les prestations et honoraires des ingénieurs, ceci pour les **phases 31 (partielle) à 53**.

De manière générale, les prestations à fournir comprennent **l'ensemble des prestations ordinaires** au sens des RPH pour l'ensemble du projet, en tant que **planificateur général**. Ces prestations sont décrites en détail dans les RPH susmentionnés et ne sont pas répétées *in extenso* dans le présent cahier des charges.

Le mandat comprend également :

- les prestations de **direction générale de projet** (DGP) ;
- les prestations de **direction générale des travaux** (DGT) y compris la **direction des installations techniques** (RPH 108 Art. 8.5) ;
- les prestations complètes, pour toutes les phases SIA, de **coordination technique** (spatiale et spécialisée) au sens du RPH SIA 108, Articles 3.7 et 8. Cette coordination présente un degré de difficulté moyen ("2" au sens de l'Art. 8.2 du RPH 108).

Il est précisé que l'ingénieur civil assure les prestations de direction générale de projet, de coordination technique des différentes disciplines, faisant partie des tâches de direction générale du projet incluses dans la SIA 103.

Le mandataire fournira également les prestations complètes de **géotechnicien**. Le maître d'ouvrage ne prévoit pas mandater séparément un géotechnicien, le soumissionnaire doit prévoir toutes les prestations de géotechnicien dont il a besoin. Il en va de même pour les

⁴ SIA 103:2020, Règlement concernant les prestations et honoraires des ingénieurs civils, Norme Suisse 508 103

⁵ SIA 108:2020, Règlement concernant les prestations et honoraires des ingénieurs spécialisés dans les domaines des installations du bâtiment, de la mécanique et de l'électrotechnique, Norme Suisse 508 108

prestations d'étude et de suivi des mesures de protection des sols : le mandataire inclura toutes les prestations de **spécialiste de protection des sols** (étude et suivi de chantier).

Le mandataire fournit également les prestations complètes nécessaires pour l'élaboration selon le guide VSA et fourniture d'une déclaration CE de conformité et de son attestation pour les installations concernées selon la directive 2006/42/CE relative aux machines « déclaration CE de conformité pour installations complexes, comme par exemple les stations d'épuration ». Ce processus s'étend sur toutes les phases du mandat et doit être mis en place dès le début du projet d'ouvrage.

Les autres **prestations "à convenir spécifiquement"** qui sont incluses dans le mandat sont précisées dans ce qui suit, par phase. Il appartient toutefois au soumissionnaire de mentionner dans son offre d'éventuelles prestations non énumérées nécessaires à l'atteinte des objectifs décrits.

Le mandataire ne pourra en aucun cas reporter des prestations d'ingénierie sous sa responsabilité vers un fournisseur, un équipementier ou un constructeur. Le maître d'ouvrage se prévaut explicitement d'un droit de regard sur les documents d'appel d'offre des entreprises exécutantes.

Phase SIA 31 partielle : mise en route du mandat, reprise et validation du projet, mise au point du planning

Les prestations à réaliser sont les suivantes :

- Prise de connaissance des études existantes ;
- Adaptation de l'avant-projet : les options et questions encore ouvertes sont à clarifier et à décider. Les éventuelles synergies avec d'autres projets de réseaux sont à identifier à ce stade ;

Le mise à jour de l'avant-projet portera sur les plans (sur la base des plans existants) et le devis général, sur la base du devis existant. Il n'est pas attendu de nouveau rapport technique complet ;

- Mise au point d'un planning pour le projet (voir chapitre 3.3) ;
- Etablissement et validation d'une première version de la convention d'utilisation (SIA 260, version 2013) ;
- Participation à la mise sur pied de l'échange d'information et des normes informatiques ;
- En collaboration étroite avec la DirPro, mise en œuvre de l'organisation définitive du projet ;
- Rédaction et validation avec la DirPro d'un "manuel de projet", qui traitera au moins les thèmes suivants:
 - Organisation du projet,
 - Planning,
 - Mode de gestion des séances,
 - Diffusion et approbation des documents et plans,
 - Gestion documentaire,
 - Principes et fonctionnement de la coordination interdisciplinaire technique et générale,
 - Gestion financière du projet, compétences financières des intervenants,

- Assurances,
- Principes pour les appels d'offres et contrats d'entreprises,
- Organisation du chantier (pourra être établi ou complété dans un 2ème temps).

Le BAMO mettra à disposition un modèle de manuel de projet.

Phase SIA 32 : Projet de l'ouvrage

En plus des prestations ordinaires, les prestations spécifiques suivantes sont à effectuer par le mandataire :

- Clarification de détail des toutes les contraintes foncières (servitudes, projets parallèles, contraintes réglementaires, etc.) le long des tracés des raccordements, optimisation fine des tracés ;
- Coordination avec le spécialiste mandaté pour les études environnementales, mise à disposition des informations nécessaires pour les études environnementales (a priori: rapport d'enquête préliminaire valant EIE) ;
- Mise en relation fonctionnelle les différents systèmes devant être automatisés, identification des interfaces entre les différentes catégories d'installations et définition des conditions-cadre relatives à l'automatisation ;
- Analyse de la problématique de formation de H₂S dans le réseau; élaboration d'un concept d'exploitation et d'entretien adéquat ;
- Elaboration d'un concept général de supervision et de gestion des données d'exploitation à l'attention de l'ingénieur MCRCE ;
- Elaboration du concept d'exploitation global, décrivant notamment les états de fonctionnement dégradés ;
- Etablissement des schémas de régulation et d'instrumentation (schémas "T+I" ou "PID") ainsi que la liste des points de données et des moteurs et agrégats avec leurs caractéristiques ;
- Elaboration des études pédologiques selon les directives vaudoises EMP864 et EMP864a pour des exigences de "niveau 2" au sens de cette directive (plus de 1'000 mètres linéaires de chantier sur des sols agricoles) ;
- Le projet comporte plusieurs kilomètres de conduites et impacts donc de nombreux propriétaires fonciers ainsi que plusieurs territoires communaux. A l'amont des procédures d'autorisation et dans le cadre des prestations de la phase de projet d'ouvrage, les prestations suivantes sont à inclure dans l'offre :
 - 1 séance d'information avec chaque municipalité des communes territoriales concernées (donc 9 séances en tout),
 - Des séances d'information avec les propriétaires fonciers, prévues par secteurs (prévoir 2 séances pour 4 secteurs, donc 8 séances en tout).

Phase SIA 33 : Procédure de demande d'autorisation/dossier de la mise à l'enquête

Le projet est de large ampleur géographique, sur deux cantons (VD et FR). EMB prévoit de fractionner les procédures par tronçon, pour davantage de souplesse et pour éviter un blocage de l'entier du projet si une difficulté de procédure devait se présenter. Les tronçons (incluant chaque fois la STEP à transformer) sont les suivants :

- STEP Hermenches → Syens (VD)
- STEP Combremonts → Cheiry (partie VD)
- STEP Combremonts → Cheiry (partie FR)
- STEP Châtonnaye → Trey (partie FR)
- STEP Trey → Granges, y compris partie vaudoise sur Trey du raccordement de Châtonnaye
- STEP Granges → STAP 13-cantons (VD)
- STAP de Surpierre → limite cantonale (FR)
- STAP 13 cantons → STEP Lucens (VD)

Le planificateur général est chargé de l'élaboration complète des dossiers de demande de permis de construire. La production des documents (et notamment des "fiches bâtiments" et "questionnaires particuliers" pertinents), est du seul ressort du mandataire, qui agit comme **"auteur des plans"** au sens de l'art. 106 de la LATC vaudoise.

Conformément à l'art. 73, al. 1bis RLATC, le questionnaire général doit être saisi sur la plateforme ACTIS de la **CAMAC**. Les exigences de procédure sont décrites ici:

<https://www.vd.ch/themes/territoire-et-construction/permis-de-construire/constituer-son-dossier-en-vue-dune-demande-de-permis-de-construire/>

Pour les portions fribourgeoises du réseau, les procédures du canton de Fribourg s'appliquent.

De plus, les prestations suivantes sont à effectuer par le mandataire :

- A l'amont de la mise à l'enquête : conjointement avec la DirPro, consultations sectorielles des services de l'Etat pour clarifier les exigences spécifiques au projet ;
- Conjointement avec la DirPro, organisation et conduite d'une séance de présentation préliminaire aux principaux services de l'Etat vaudois et fribourgeois concernés ;
- Mise à jour des rendus de la phase 32 pour respecter les exigences des autorités ;
- Elaboration des données nécessaires pour la demande d'indemnités cantonales pour les raccordements dans le cadre des régionalisations de STEP (selon DCPE 801) ;

La DirPro apportera activement son appui au mandataire pour l'organisation de la mise à l'enquête, les contacts préliminaires avec les Autorités et services cantonaux ainsi que les contacts avec les voisins, riverains et éventuellement les associations intéressées.

Phase SIA 41 : Appels d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication

Dans un esprit de gain de temps, le maître d'ouvrage suggère au mandataire **d'anticiper en phase 32 les appels d'offres pour les équipements de pompage**, qui impactent le gros œuvre (géométrie des ouvrages et bassins, réservations, incorporés importants, contraintes statiques liées aux équipements, etc.). De cette manière, on évite d'élaborer un projet d'ouvrage théorique, suivi d'une mise à jour ultérieure une fois les équipements effectifs sous contrat. Le mandataire peut ainsi interagir le plus à l'amont possible avec les fournisseurs d'équipement, ce qui apporte aussi un gain de temps pour la planification électrique.

Pour les appels d'offre du génie civil, il est suggéré au mandataire d'effectuer une partie des prestations de la phase 51, soit les détails d'exécution dont il est nécessaire de disposer pour élaborer une série de prix précise, avant la mise en soumission.

Le découpage des lots (allotissement) sera défini conjointement par le mandataire et la DirPro,

avec le cadre général suivant souhaité par le maître d'ouvrage:

- Il est souhaité d'avoir dans la mesure du possible une unité de matière pour les **équipements électromécaniques**, avec si possible un seul fournisseur par type d'équipements (pompes, vannes, instruments de mesure, etc.).
- La **serrurerie générale** (garde-corps, caillebotis, etc.) fera l'objet d'un lot sur l'ensemble des STAP, qui peut éventuellement être groupée avec la tuyauterie des STAP.
- Les appels d'offre "**GC**" seront découpées de manière géographiques, a priori de la manière suivante:
 - STEP Hermenches → Syens
 - STEP Combremonts → Cheiry
 - STEP Châtonnaye → Trey
 - STEP Trey → Granges
 - STEP Granges → STAP 13-cantons (y compris reprise de la STEP de Surpierre)
 - STAP 13 cantons → STEP Lucens

Cette manière de faire permet de piloter les travaux de manière indépendante les uns des autres et de prévoir un phasage des appels d'offre.

- Les appels d'offre de **CVS** et de **second œuvre des locaux** sont faits par petits lots, par CFC.

Les conditions cadre pour les contrats d'entreprise sont à définir conjointement entre le planificateur général et la DirPro avant de lancer les appels d'offre. Pour les équipements électromécaniques, les contrats prévoient un mode de **réception en deux temps**, avec une réception à sec et une réception en eau. Le dispositif contractuel de garantie et de paiement tiendra compte de ces particularités.

Phase SIA 51 : Projet d'exécution

En plus des prestations ordinaires, les prestations spécifiques suivantes sont à effectuer par le mandataire :

- Discussion et validation avec la DirPro des choix techniques de détail pour les bétons et les détails de pose de conduites ;
- Elaboration et validation avec le maître d'ouvrage d'un Plan d'hygiène et de sécurité (PHS) pour la phase de réalisation (décrit comme « plan d'urgence » dans la SIA 103) ;
- Etablissement d'un descriptif de fonctionnement détaillé avec lequel le fournisseur de software programme les API ;
- Préparation des plans et documents nécessaires pour l'inscription de servitudes de passage (la réquisition proprement dite étant faite par un géomètre mandaté par le MO).

Phase SIA 52 : Exécution de l'ouvrage

En plus des prestations ordinaires, les prestations spécifiques suivantes sont à effectuer par le mandataire:

- Le mandataire désignera un Responsable de sécurité et de prévention sur le chantier, qui peut être le directeur des travaux, dont le rôle est d'analyser les risques d'accident sur le chantier, de vérifier que les éléments de sécurité sont présents et de veiller à ce que les

entreprises appliquent les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir les accidents et protéger la santé des personnes. Cette personne sera en charge du PHS ;

- Suivi pédologique des chantiers (selon DMP863 et sur la base des études pédologiques menées précédemment) ;
- Organisation et conduite des essais de pression des conduites, au fur et à mesure de leur pose, avant remblayage ;
- Relevé en situation et en altitude des tracés des conduites, au fur et à mesure de leur pose, avant remblayage ;
- Organisation à l'amont d'une infrastructure de chantier, par secteur, incluant :
 - La gestion des déchets (par un prestataire global),
 - Les nettoyages de chantier,
 - Les approvisionnements en eau et électricité de chantier,
 - Le stationnement des véhicules,
 - Le stockage du matériel ;
- Mise à jour et diffusion aux entreprises exécutantes du Manuel de projet avant le début du chantier ;
- Organisation et conduite des FAT (factory acceptance tests) avec le fournisseur de software ;
- Organisation et conduite des réceptions en deux temps (à sec / en eau) et des essais de performance sortant du cadre du contrat d'entreprise ordinaire.

Etant donné que les travaux se dérouleront sur des ouvrages en partie en exploitation, il est primordial que la direction locale des travaux (DLT) assure l'interface entre les entreprises travaillant sur le chantier et les exploitants en charge du fonctionnement des STEP actuelles. Les exploitants n'assureront toutefois aucune tâche de direction locale des travaux.

Phase SIA 53 : Mise en service, achèvement

En plus des prestations ordinaires, les prestations spécifiques suivantes sont à effectuer par le mandataire:

- Elaboration selon le guide VSA et fourniture d'une déclaration CE de conformité et de son attestation pour les installations concernées selon la directive 2006/42/CE relative aux machines « déclaration CE de conformité pour installations complexes, comme par exemple les stations d'épuration » ;
- Planification, organisation et conduite de tests intégraux avant mise en eau ;
- Coordination et pilotage des mises en service, en collaboration avec l'équipe d'exploitation.

3.9 BIM

Le maître d'ouvrage n'exige pas l'implémentation de la méthode BIM. Cependant, le soumissionnaire dispose d'une grande liberté d'appréciation pour une mise en œuvre du BIM s'il estime que c'est intéressant et performant pour son mandat.

3.10 RENDUS

Les rendus sont ceux usuels au sens des RPH SIA, ainsi que les rendus spécifiques au mandat décrits plus haut. Tous les rendus se feront en version .pdf ainsi qu'en format papier selon les besoins. Le mandataire produira à sa charge les plans pour les besoins du maître d'ouvrage (validations, séances, dossier conforme à l'exécution, etc.) ainsi que ceux du chantier. La production du dossier de demande de permis est également à la charge du mandataire. L'ensemble des frais de reproduction est inclus dans le forfait pour frais annexes. Aucune rémunération spécifique supplémentaire ne pourra être accordée pour des frais de reproduction.

Les plans conformes à l'exécution seront de plus rendus en format dxf/dwg, en accord avec l'AISTBV afin d'uniformiser les géodonnées. Le cas échéant, la maquette BIM conforme à l'exécution sera rendue en format icf avec tous les attributs renseignés.

3.11 SÉANCES

Les séances spécifiques suivantes sont prévues et doivent être intégrées explicitement dans les prestations :

Séance avec la Direction de projet (toutes les phases)

Les séances de direction de projet sont des **séances de travail**. Ces séances servent notamment à :

- Echanger sur les études et travaux en cours, les variantes, les solutions techniques envisagées ;
- Echanger les informations nécessaires pour la coordination avec les projets connexes ;
- Traiter des problèmes apparaissant en cours d'étude et de réalisation qui nécessitent l'implication du maître d'ouvrage ;
- Suivre les coûts du projet ;
- Prendre les décisions du maître de l'ouvrage n'incomant pas à une autre instance (CO-DIR ou CI) ;

Durée des séances de direction de projet : 2-3 heures

Fréquence : environ 2x par mois durant les étapes 1 et 2, puis 1x par mois (voir chapitre 3.4 pour la description des étapes).

Représentation du mandataire : chef de projet, autres personnes selon besoins et thèmes

Séance de chantier et de DGT (phase exécution)

Le planificateur général est responsable de l'organisation des séances de direction des travaux. Il dispose pour ce faire d'une certaine liberté d'appréciation quant au mode d'organisation le plus efficace. Le maître d'ouvrage impose les exigences minimales suivantes :

- Une séance de chantier hebdomadaire protocolée est obligatoire durant les phases de réalisation. Son organisation et sa conduite sont à charge du planificateur général. Un représentant de l'équipe d'exploitation de la STEP participe à la séance selon les besoins.
- DLT sectorielles : chaque ingénieur spécialisé effectuera une direction locale des travaux pour les entreprises sous sa responsabilité. Les DLT sectorielles participent aux séances de chantier selon les besoins et se coordonnent avec la DGT.
- En plus des séances de chantier hebdomadaires, la DLT sera présente sur le chantier autant que nécessaire pour le bon déroulement des travaux.

- DGT et coordination : la DGT assure la coordination technique entre les DLT sectorielles. Elle participe aux séances de chantier lorsque cette coordination est nécessaire.
- DGT et DirPro: la DirPro est convoquée par la DGT aux séances de chantier selon les besoins.

La direction des travaux devra en tout temps être en mesure d'intervenir en temps utile sur le chantier. Elle doit donc être facilement atteignable et être raisonnablement proche du chantier.

Autres séances

Toutes les autres séances usuellement nécessaires pour ce type de projet (séances de travail avec le BAMO, visites, échanges avec l'exploitant, contacts bilatéraux avec les mandataires des projets connexes, contacts avec les services de l'Etat et communaux, etc.) sont à inclure dans le volume des prestations offertes.

3.12 DEVOIR GÉNÉRAL DE DILIGENCE

Le mandataire sert au mieux de ses connaissances les intérêts du mandant. Il entretient avec le mandant une relation de confiance réciproque et échange en temps opportun et de manière transparente toutes les informations utiles et nécessaires au bon déroulement du mandat et l'atteinte des objectifs du projet.

Le devoir général de diligence est précisé dans le contrat de mandataire.

4 CONTRAT ET RÉMUNÉRATION

4.1 PRINCIPES

La relation contractuelle entre le mandataire et EMB reposera sur les RPH SIA 103 (2020), et 108 (2020) ainsi que sur les conditions générales pour les contrats de mandat de la KBOB.

4.2 CALCUL DES HONORAIRES

Le mandataire calcule les honoraires sur la base du présent cahier des charges et de l'avant-projet mis à disposition en se basant sur le temps à consacrer, par phase et par métier et en appliquant des tarifs horaires. Les montants ainsi obtenus constituent ensuite des **forfaits par phase**.

Les honoraires de la "tranche ferme", soit les phases SIA 31 partielle, 32, 33 et 41 partielle ainsi calculés constituent un **forfait non révisable**, indépendant de toute modification de coût d'ouvrage. A la signature du contrat, la tranche 1 est libérée.

Les honoraires de la "tranche conditionnelle", soit les phases de soumission (solde de la phase SIA 41) et de réalisation (SIA 51, 52, et 53) sont également **forfaitaires**. Ils sont libérés ultérieurement sur décision du CODIR et sous réserve de l'obtention des crédits de réalisation. Les honoraires de la tranche conditionnelle sont révisables uniquement si le projet s'est notablement modifié à l'issue du projet d'ouvrage et que ces modifications ont un impact réel, justifiable et démontré sur le volume de travail du mandataire en phase 4 et 5. Le cas échéant, les parties conviendront, avant la libération de la tranche conditionnelle, d'une adaptation adéquate des honoraires.

Le soumissionnaire s'engage à fournir les résultats décrits dans le présent cahier des charges pour les forfaits par phase offerts. Le soumissionnaire doit évaluer de manière transparente le temps nécessaire pour effectuer les tâches du cahier des charges et pour atteindre les objectifs fixés au chapitre 3.1.

Le maître d'ouvrage évalue la crédibilité des estimations d'heures (voir → règlement de procédure), de leur répartition par phase et par catégorie de collaborateurs. Il accordera notamment une attention particulière au temps prévu pour la phase de réalisation, de manière à assurer une présence sur le chantier et un suivi adéquats.

4.3 RÉMUNÉRATION DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Aucune prestation supplémentaire ne pourra être rémunérée si elle n'a pas fait l'objet d'un accord écrit entre les parties, avant l'exécution de la prestation. Le cas échéant, la rémunération se basera sur le temps effectivement consacré et le tarif horaire moyen présenté dans l'offre pour la phase dans laquelle cette prestation supplémentaire s'insère. En alternative, un forfait peut être convenu pour la prestation supplémentaire.

Les éventuels allongements de délais liés à des décisions ou processus de validation du maître d'ouvrage ou des Autorités ne donnent pas droit à une rémunération supplémentaire.

Aucune revendication intervenant une fois la prestation déjà effectuée ne sera prise en considération.

4.4 FRAIS ANNEXES

Les frais annexes sont rémunérés de manière forfaitaire, en tant que **pourcentage des honoraires**. Ce pourcentage est à indiquer par le soumissionnaire et fait partie intégrante du prix de l'offre. Il inclut l'ensemble des frais annexes nécessaires à l'exécution du mandat, y compris les frais de reproduction et de tirage de plans nécessaires pour toutes les étapes du projet (y compris documentation de l'ouvrage achevé).

4.5 FACTURATION

Le prix établi au moyen de la formule de calcul s'entend en tant que prix net et ne doit faire l'objet d'aucune modification. Aucune modalité d'escompte, de pro rata ou de rabais n'est prévue pour les honoraires du mandataire.

La facturation des honoraires se basera sur un **plan de paiement** qui sera fixé d'un commun accord lors de la signature du contrat, avec des acomptes mensuels à l'avancement et une facture finale conformément à l'article 9.5 des conditions générales du contrat.

Les factures sont à adresser pour contrôle et visa au BAMO.

Le délai de paiement est de 30 jours (60 jours pour la facture finale).

4.6 RENCHÉRISSEMENT

Aucun renchérissement ne s'applique.

4.7 CONTRAT

EMB prévoit de conclure un contrat de mandataire KBOB (Document KBOB no 30, Version 2020 (1.0), dont une version préliminaire est fournie avec l'appel d'offres.

4.8 ASSURANCES

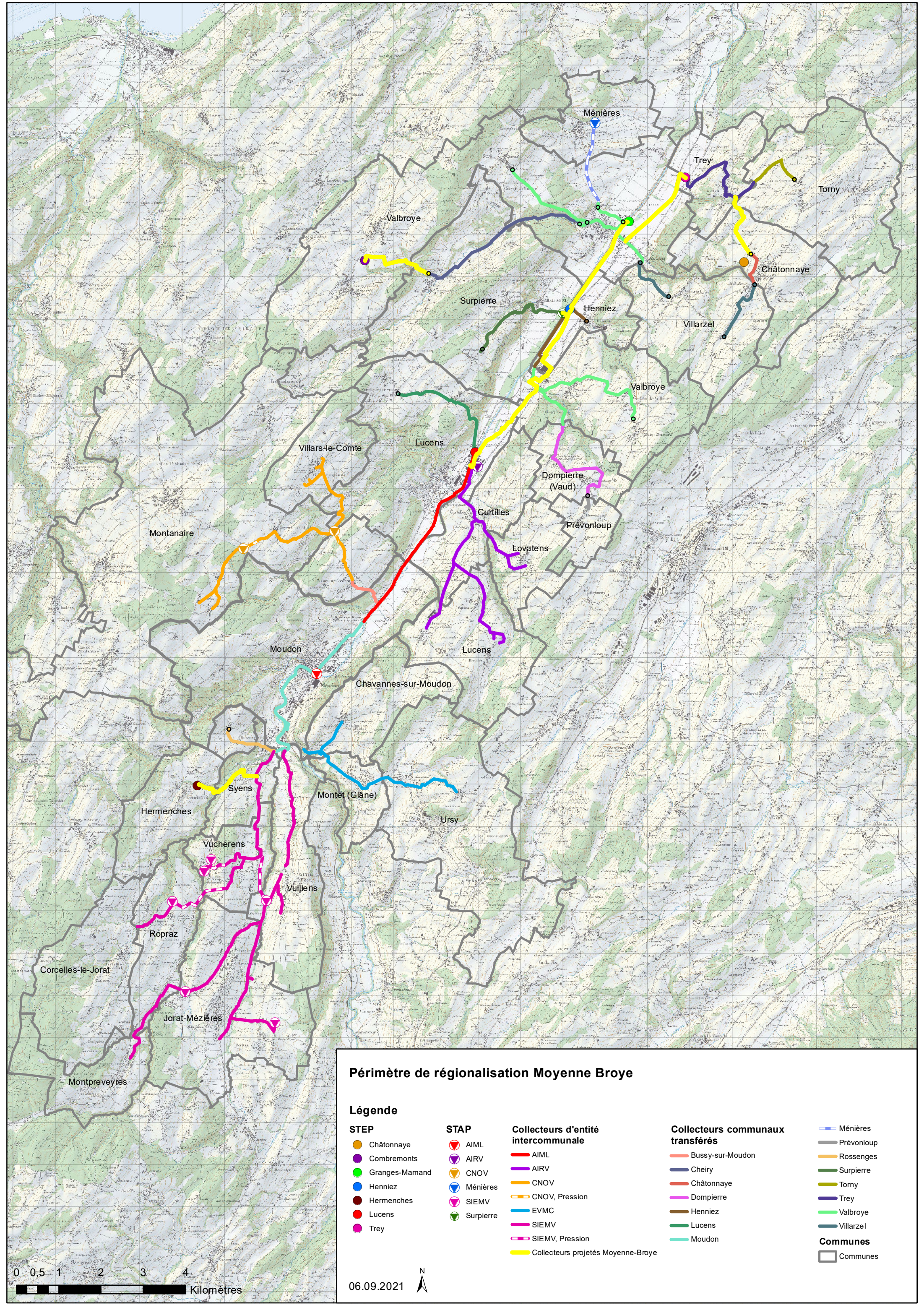
Le planificateur s'assure lui-même et à ses frais pour toute l'étendue des prestations sous sa responsabilité.

Ecublens, le 9 septembre 2021

HOLINGER SA

ANNEXE 1

CARTE DU RÉSEAU RÉGIONAL EXISTANT ET PROJETÉ



Périmètre de régionalisation Moyenne Broye

Légende

STEP

- Châttonnaye
- Combremonts
- Granges-Mamand
- Henniez
- Hermenches
- Lucens
- Trey

STAP

- AIML
- AIRV
- CNOV
- Mènières
- SIEMV
- Surpierre

Collecteurs d'entité intercommunale

- AIML
- AIRV
- CNOV
- CNOV, Pression
- EVMC
- SIEMV
- SIEMV, Pression
- Collecteurs projetés Moyenne-Broye

Collecteurs communaux transférés

- Bussy-sur-Moudon
- Cheiry
- Châttonnaye
- Dompière
- Henniez
- Lucens
- Moudon

- Mènières
- Prévonnaloup
- Rossenges
- Surpierre
- Torry
- Trey
- Valbroye
- Villarzel
- Communes**
- Communes

0 0,5 1 2 3 4 Kilomètres

06.09.2021



ANNEXE 2

DOSSIER DE RAPPORTS DES ÉTUDES PRÉCÉDENTES

[Sous forme de dossier numérique séparé]

ANNEXE 3

PROJET DE CONTRAT

Contrat de mandataire

Exemplaire: ☐ mandant / ☐ mandataire

Désignation du projet: Régionalisation de l'épuration "Moyenne Broye" – Planificateur réseau

Chef de projet du mandant:

Numéro du projet:

Numéro du contrat:

Numéro du crédit:

Date du contrat:

Statut:

Projet

Rémunération totale indiquée au chiffre 4.1 / 4.2

CHF Erreur ! La chaîne de l'image contient des guillemets qui ne correspondent pas. (hors TVA) **CHF** Erreur ! La chaîne de l'image contient des guillemets qui ne correspondent pas. (TVA comprise)

conclu entre

Association intercommunale

"Epuration Moyenne Broye" EMB, Lucens (VD)

valablement représenté par

Sylvain Schüpbach, président du Comité de direction
Catherine Poncelet, secrétaire du Comité de direction

appelé ci-après

mandant

et

☐ l'entreprise
adresse
numéro de TVA / IDE

.....
.....
.....

☐ la communauté de mandataires (société simple) comprenant:

1. Entreprise chef de file:

2.

adresse / domicile de notification
numéro de TVA / IDE

.....
.....

avec fonction de mandataire général

☐ faisant appel aux sous-mandataires suivants:

1.

2.

appelée ci-après

mandataire

1	Objet du contrat.....	3
1.1	Définition du projet.....	3
1.2	Étendue des prestations du mandataire au sein du projet.....	3
2	Éléments du contrat et ordre de priorité en cas de contradictions.....	3
2.1	Liste des éléments du contrat.....	3
2.2	Ordre de priorité en cas de contradictions.....	3
3	Prestations du mandataire.....	4
3.1	Prestations convenues portant sur les phases partielles.....	4
3.2	Phases partielles à réaliser.....	4
3.3	Degré de précision des estimations de coûts du mandataire.....	5
3.4	Direction générale du projet.....	5
4	Rémunération.....	6
4.1	Rémunération à prix fermes.....	6
4.2	Rémunération d'après le temps employé effectif.....	6
4.3	Frais accessoires.....	7
4.4	Variations de prix dues au renchérissement.....	7
4.5	Rémunération des prestations encore à préciser.....	7
5	Modalités financières.....	8
5.1	Modalités de paiement.....	8
5.2	Facturation et paiement.....	8
5.3	Délais de paiement.....	8
5.4	Lieu de paiement.....	8
6	Délais et termes.....	8
6.1	Phases d'étude du projet et d'appel d'offres (phases partielles SIA 31 à 41).....	8
6.2	Phase de réalisation (phases partielles SIA 51 à 53).....	8
7	Interlocuteurs.....	9
8	Assurances.....	9
8.1	Assurance de base.....	9
8.2	Assurances complémentaires.....	9
9	Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement	10
10	Clause d'intégrité.....	10
11	Accords spéciaux.....	10
11.1	Dérogation et complément aux conditions générales.....	10
11.2	Autres accords spéciaux.....	10
12	Entrée en vigueur.....	11
13	Modifications du contrat.....	11
14	Droit applicable, litiges et for.....	11
15	Expéditions.....	11
16	Signatures.....	12

1 Objet du contrat

1.1 Définition du projet

Prestations de planificateur général pour la construction des réseaux de raccordement de la régionalisation de l'épuration de la Moyenne Broye pour la reprise du projet (phase 31 partielle), puis les phases 32 (projet de l'ouvrage) à 53 (mise en service et achèvement) selon les règlements SIA 103 et 108.

1.2 Étendue des prestations du mandataire au sein du projet

Par le présent document et ses éléments, le mandant charge le mandataire d'exécuter les prestations suivantes:

Prestations selon cahier des charges du 9 septembre 2021,
Procès-verbal de la séance de clarification du ...

2 Éléments du contrat et ordre de priorité en cas de contradictions

2.1 Liste des éléments du contrat

Les éléments du contrat sont, par ordre de priorité:

Le présent document.

Les conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2020).

Autres éléments du contrat (EC):

EC 1	Le cahier des charges et ses documents annexes	(annexe 01)
EC 2	L'offre du mandataire, annexes comprise, du révisée selon le procès-verbal du ...	(annexe 02)
EC 3	Le planning révisé du ... [à préciser]	(annexe 03)
EC 4	Le manuel de projet	(annexe 04)
EC 5		

2.2 Ordre de priorité en cas de contradictions

Si les éléments du contrat susmentionnés se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés. Si des documents faisant partie d'un même élément du contrat se contredisent, le document le plus récent prime.

Les conditions générales du mandataire, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs ne sont applicables que si elles sont mentionnées au chiffre 11 («Accords spéciaux»).

3 Prestations du mandataire

3.1 Prestations convenues portant sur les phases partielles

Connaissant le projet qui est à la base du présent contrat (voir chiffres 1.1 et 1.2), le mandataire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans le présent document et dans les autres éléments du contrat (prestations ordinaires et prestations à convenir spécifiquement).

3.2 Phases partielles à réaliser

Le présent contrat porte sur les phases partielles suivantes, telles que définies à l'art. 4 du règlement SIA 102/2020, et dans la norme SIA 112/2014 Modèle «Etude et conduite de projets»:

Art. 4 Règlement SIA 102/2020 et dans la norme SIA 112/2014 Modèle "Etude et conduite de projets"	
<input type="checkbox"/>	11 Énoncé des besoins, approche méthodologique
<input type="checkbox"/>	21 Définition du projet de construction, étude de faisabilité
<input type="checkbox"/>	22 Procédure de choix de mandataires
<input checked="" type="checkbox"/>	31 Avant-projet
<input checked="" type="checkbox"/>	32 Projet de l'ouvrage
<input checked="" type="checkbox"/>	33 Procédure de demande d'autorisation
<input checked="" type="checkbox"/>	41 Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication
<input checked="" type="checkbox"/>	51 Projet d'exécution
<input checked="" type="checkbox"/>	52 Exécution de l'ouvrage
<input checked="" type="checkbox"/>	53 Mise en service, achèvement

Par la signature du contrat, seule la réalisation des phases partielles suivantes **est autorisée**:

Art. 4 Règlement SIA 102/2020 et dans la norme SIA 112/2014 Modèle "Etude et conduite de projets"	
<input type="checkbox"/>	11 Énoncé des besoins, approche méthodologique
<input type="checkbox"/>	21 Définition du projet de construction, étude de faisabilité
<input type="checkbox"/>	22 Procédure de choix de mandataires
<input checked="" type="checkbox"/>	31 Avant-projet
<input checked="" type="checkbox"/>	32 Projet de l'ouvrage
<input checked="" type="checkbox"/>	33 Procédure de demande d'autorisation
<input checked="" type="checkbox"/>	41 Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication
<input type="checkbox"/>	51 Projet d'exécution
<input type="checkbox"/>	52 Exécution de l'ouvrage
<input type="checkbox"/>	53 Mise en service, achèvement

La tranche ferme, libérée à la signature du contrat, comporte les phases 31 partielle, la phase 32, la phase 33 ainsi que la phase 41 partielle (appels d'offres partiels pour les équipements),

La libération des phases partielles restantes est soumise à l'autorisation préalable écrite du Comité de direction d'EMB. Le mandant se réserve le droit de renoncer à l'exécution de certaines phases partielles. La question de l'indemnisation est réglée au chiffre 18 des conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2020).

3.3 Degré de précision des estimations de coûts du mandataire

Dans ses estimations de coûts, le mandataire respecte le degré de précision suivant:

Selon RPH SIA. Le devis général de projet d'ouvrage doit présenter une précision de +/- 10%

3.4 Direction générale du projet

Pour les prestations des phases partielles concernées, le mandataire assume la direction générale du projet, conformément à l'art. 3.4 du règlement topique concernant les prestations et honoraires de la SIA.

4 Rémunération

4.1 Rémunération à prix fermes

☒ Selon l'offre détaillée du mandataire du

☐

Rémunération brute à prix fermes, frais accessoires non compris	CHF	.....
Tranche ferme (phases 31 partielle, 32, 33 et 41 partielle)	CHF	.....
Tranche conditionnelle (solde de la phase 41, phases 51-53)	CHF	.....
Option schémas électriques (dans tranche conditionnelle)	CHF	.....
Total intermédiaire 1	CHF	0.00
./.. 0.00%	CHF	0.00
Total intermédiaire 2	CHF	0.00
Frais accessoires 0%	CHF	0.00
Frais accessoires	CHF	.....
Total intermédiaire 3	CHF	0.00
./.. 0.00%	CHF	0.00
Rémunération nette convenue (différence d'arrondi: CHF	CHF	0.00
TVA au taux de 7.70%	CHF	0.00
Rémunération totale, TVA comprise (différence d'arrondi: CHF	CHF	0.00

Prix forfaitaire (variations de prix comprises)

La tranche ferme (phases 31 partielle, 32, 33 et 41 partielle) se monte à CHF - HT et hors frais annexes.
Elle est libérée avec la signature du présent contrat.

La tranche conditionnelle (solde de la phase 41, phases 51-53) se monte à CHF ... HT et hors frais annexes.
Elle est révisable selon les conditions du cahier des charges et sera libérée ultérieurement, moyennant accord écrit du CODIR EMB.

4.2 Rémunération d'après le temps employé effectif

☐ Selon l'offre détaillée du mandataire du révisée selon le procès-verbal du

☐

☐ Rémunération fondée sur les taux horaires suivants (hors TVA):

Catégorie A: architecte en chef, ingénieur en chef	CHF	.....
Catégorie B: architecte dirigeant, ingénieur dirigeant, directeur général des travaux	CHF	.....
Catégorie C: architecte, ingénieur, directeur des travaux	CHF	.....
Catégorie D: technicien	CHF	.....
Catégorie E: dessinateur, adjoint au directeur des travaux	CHF	.....
Catégorie F: auxiliaires	CHF	.....
Catégorie G,	CHF	.....
.....	CHF	.....

Rémunération convenue CHF

avec plafond des coûts

.....

☐ Rémunération fondée sur le taux horaire moyen suivant (hors TVA),

Le taux horaire suivant s'applique à tous les collaborateurs du mandataire: CHF

Rémunération convenue CHF

avec plafond des coûts

Rémunération d'après le temps employé brute, frais accessoires
non compris

CHF **Erreur ! La chaîne de
l'image contient des
guillemets qui ne
correspondent pas.**

./.. 0.00%	CHF	0.00
Total intermédiaire 1	CHF	0.00
Frais accessoires 0.00%	CHF	0.00
Frais accessoires	CHF	
Total intermédiaire 2	CHF	0.00
./.. 0.00%	CHF	0.00
Rémunération nette convenue (différence d'arrondi: CHF)	CHF	0.00
TVA au taux de 7.70%	CHF	0.00
Rémunération totale, TVA comprise (différence d'arrondi: CHF)	CHF	0.00

4.3 Frais accessoires

☒ Frais accessoires usuels:

Sont compris dans la rémunération convenue au chiffre 4.1 / 4.2 tous les frais accessoires du mandataire, tels que les frais de photocopie, de reproduction de plans, de téléphone, de port, d'assurance, d'hébergement ou encore les frais liés aux repas pris à l'extérieur, aux moyens et au temps de déplacement, à l'infrastructure et licences informatiques et aux bureaux de chantier. La rémunération inclut l'ensemble des frais annexes du mandataire.

☐ Remboursement selon accord séparé du

4.4 Variations de prix dues au renchérissement

☐ Les adaptations de prix dues au renchérissement sont calculées conformément à la norme SIA 126 «Variations de prix: Procédure selon la méthode paramétrique des prestations de mandataire» en vigueur au moment de la conclusion du contrat.

☐ L'adaptation de prix due au renchérissement s'effectue de la façon suivante:

☒ Il n'y a pas de variation de prix due au renchérissement.

4.5 Rémunération des prestations encore à préciser

4.5.1 Description des prestations encore à préciser

Les prestations selon cahier des charges sont considérées comme complètes. Si les prestations devaient être adaptées, un avenant au contrat doit être établi. Aucune prestation complémentaire ne pourra être rémunérée si elle n'a pas fait l'objet d'un accord écrit préalable entre les parties.

4.5.2 Rémunération

La rémunération se basera sur les tarifs horaires de l'offre. Un montant forfaitaire peut être convenu selon les circonstances.

5 Modalités financières

5.1 Modalités de paiement

La rémunération est versée selon les modalités suivantes:

- ☐ Le mandataire a droit à des acomptes représentant 90% du prix des prestations fournies.
- ☒ Rémunération fondée sur le plan de paiement du

Le paiement final n'échoit que lorsque l'ensemble de la documentation de l'ouvrage a été remis et que le décompte final a été approuvé.

5.2 Facturation et paiement

Le mandataire facture ses prestations au moyen d'une facture.

Les factures doivent mentionner le numéro de projet, le numéro de crédit et le numéro de contrat indiqués sur la première page du présent contrat ainsi que le numéro TVA du mandataire, le montant de la TVA et le montant des frais accessoires et sont à envoyer par voie électronique aux adresses e-mail suivantes:

juerg.schweizer@holinger.com
lausanne@holinger.com

Les factures sont établies de façon détaillée et vérifiable pour les prestations dues et fournies en vertu du présent contrat. Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences sont renvoyées au mandataire pour correction et, le cas échéant, pour complément de la documentation. Les parties contestées de la facture n'échoient qu'à la réception d'une demande de paiement établie en bonne et due forme. Les autres parties de la facture sont payées dans le délai fixé dans le contrat.

5.3 Délais de paiement

Le mandant paie les montants échus dans un délai de 30 jours.

Les dispositions relatives au décompte final figurant au chiffre 9.5 des conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2020) sont réservées.

5.4 Lieu de paiement

Le mandant vire les montants échus à la à
IBAN: Numéro de compte:

6 Délais et termes

6.1 Phases d'étude du projet et d'appel d'offres (phases partielles SIA 31 à 41)

- Selon planning (Annexe 03)

6.2 Phase de réalisation (phases partielles SIA 51 à 53)

Le programme de remise des plans à convenir entre les parties s'applique.

Délai / Terme:	Activité:
–
–

7 Interlocuteurs

Pour tout ce qui se rapporte au présent contrat, notamment les modifications de ce dernier, la transmission et la notification d'informations, les demandes, etc., les interlocuteurs sont les suivants:

Du côté du mandant

HOLINGER SA, BAMO
Jürg Schweizer
Route de la Pierre 22
1024 Ecublens (VD)

Courriel: juerg.schweizer@holinger.com Téléphone: 079 205 10 73 / 021 654 91 16

.....

.....

.....

Du côté du mandataire

.....

.....

.....

.....

Courriel: Téléphone::

.....

.....

.....

Si un interlocuteur ou les coordonnées d'un interlocuteur changent, l'autre partie en est immédiatement avertie par écrit.

8 Assurances

Le mandataire / la communauté de mandataires (société simple au sens des art. 530 ss CO) déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle suivante, valable pendant la durée du mandat. Il / elle garantit qu'il / elle maintiendra cette couverture d'assurance pendant toute la durée du mandat et qu'il / elle présentera au mandant, à sa demande, les attestations d'assurance valables correspondantes.

Le mandataire / la communauté de mandataires annexe au présent contrat une attestation de la compagnie d'assurances prouvant qu'il / qu'elle dispose d'une couverture d'assurance au début du mandat.

8.1 Assurance de base

<input checked="" type="checkbox"/> Dommages corporels et dommages matériels	CHF par sinistre / garantie unique (min. CHF x millions)
--	-----	--

8.2 Assurances complémentaires

<input checked="" type="checkbox"/> Dommages à l'ouvrage	CHF	..... par sinistre / garantie unique (min. CHF x millions)
<input checked="" type="checkbox"/> Dommages purement économiques	CHF	..... par sinistre / garantie unique (min. CHF x millions)
<input checked="" type="checkbox"/> Dommages causés aux installations	CHF	..... par sinistre / garantie unique (min. CHF x millions)
<input type="checkbox"/> Protection juridique en cas de procédure pénale	CHF	..... par sinistre / garantie unique (min. CHF x millions)
<input type="checkbox"/> Autres dommages	CHF	..... par sinistre / garantie unique (min. CHF x millions)
<input type="checkbox"/> Le mandataire déclare être assuré en outre contre les risques spécifiques au projet suivants: -		

Compagnie d'assurances:

.....

Franchise par sinistre:

.....

Numéro de police:

.....

CHF

(à indiquer par le mandataire)

9 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement

Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie.

Il déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance, ainsi que les autres contributions prévues par les conventions collectives de travail étendues. Il s'engage en outre à continuer à effectuer ces paiements durant toute la durée du contrat.

Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage en outre à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes.

Si le mandataire fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, il est tenu de les obliger par écrit à respecter les principes susmentionnés.

Le mandataire prend acte qu'une infraction à ces dispositions constitue un motif de résiliation du contrat au sens de l'art. 18.5 des conditions générales ci-après.

10 Clause d'intégrité

- ☒ Les parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la corruption et, en particulier, à s'abstenir d'offrir ou d'accepter toute libéralité ou tout autre avantage.

En cas de violation de cet engagement, le mandataire doit payer une peine conventionnelle au mandant. Celle-ci équivaut, par infraction, à 10 % de la rémunération contractuelle, mais au minimum à CHF 3'000.00. Le mandataire est rendu attentif au fait que toute violation de la clause d'intégrité entraîne en principe la résiliation du contrat pour justes motifs par le mandant.

☐

11 Accords spéciaux

11.1 Dérogation et complément aux conditions générales

En dérogation et complément aux conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2020), il est convenu de ce qui suit:

Art. 5.1: le mandataire n'a pas de compétence d'adjudication en phase d'étude. Les compétences financières en phase de réalisation sont définies par le biais du manuel de projet.

11.2 Autres accords spéciaux

Les parties passent en outre les accords spéciaux suivants:

Le mandataire est responsable de vérifier les factures des entreprises et de les transmettre au mandant dans les délais spécifiés ci-dessous.

1. En cas de plans de paiement contractuels, d'acomptes fondés sur l'avancement estimé des prestations, d'acomptes fondés sur les prestations effectivement exécutées dans le cadre d'un contrat à prix unitaires, de factures de régie et de factures de variations de prix, le délai de vérification et de transmission des factures établies en bonne et due forme est de 10 jours au plus à compter du jour où celles-ci parviennent au mandataire.
2. Le délai de vérification et de transmission des décomptes finaux établis en bonne et due forme est de 30 jours au plus à compter du jour où ceux-ci parviennent au mandataire.

Si le mandataire ne respecte pas ces délais, le mandant se réserve le droit de lui facturer les intérêts moratoires exigés par l'entreprise ou de les compenser avec sa créance d'honoraires.

12 Entrée en vigueur

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature par les parties.

13 Modifications du contrat

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent document ou aux autres éléments du contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle.

Si une disposition du présent contrat comporte des lacunes, est sans effet juridique ou est inapplicable pour d'autres raisons, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions du contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent d'une disposition de substitution valable qui, d'un point de vue économique, se rapproche le plus possible de la disposition qu'elle remplace.

14 Droit applicable, litiges et for

Le présent contrat est soumis exclusivement au droit suisse. Les dispositions de la Convention de Vienne (Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, conclue à Vienne le 11 avril 1980) sont exclues.

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable par des entretiens directs. Elles font éventuellement appel à une personne indépendante et compétente, chargée de les concilier. Chaque partie peut aviser l'autre par écrit qu'elle est prête à s'engager dans une procédure de règlement du litige (entretiens directs ou recours à un médiateur). En cas de recours à un médiateur, les parties définissent conjointement avec celui-ci la procédure appropriée et les règles à respecter.

Si les parties ne conviennent pas d'une procédure de règlement du litige ou ne parviennent ni à régler le litige ni à s'entendre sur le choix du médiateur dans les 60 jours suivant la date de réception de l'avis ou si la médiation n'aboutit pas dans les 90 jours suivant cette même date, chaque partie peut porter le litige devant un tribunal ordinaire.

En cas de litiges découlant du présent contrat, les parties conviennent que le for est au siège du mandant.

15 Expéditions

Le présent contrat est établi en trois exemplaires. Chaque partie reçoit un exemplaire signé.

Le mandant:

Association intercommunale

"Epuraton Moyenne Broye" EMB, Lucens (VD)

Lucens, le

Lucens, le

.....
Sylvain Schüpbach

Président du Comité de direction

.....
Catherine Poncelet

Secrétaire du CODIR

Les membres signataires de la communauté de mandataires:

- déclarent répondre solidairement de l'exécution du contrat;
- confirment que l'entreprise chef de file représente la communauté de mandataires face au mandant jusqu'à révocation écrite et qu'ils considèrent que toutes les communications adressées à ladite entreprise sont notifiées valablement à la communauté de mandataires;
- confirment que les paiements effectués par le mandant au lieu de paiement indiqué au chiffre 5.4 ont un effet libératoire.

Le mandataire resp. les membres de la communauté de mandataires:

...

xx, le date

xx, le date

.....
Nom Prénom

Fonction

Entreprise

.....
Nom Prénom

Fonction

Entreprise

.....

Conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB

Edition 2020

1 Obligations de diligence et de fidélité

- 1.1 Le mandataire sert au mieux de ses connaissances les intérêts du mandant, en respectant les règles de l'art généralement reconnues dans sa profession.
- 1.2 Le mandataire évite les conflits avec ses propres intérêts ou avec ceux de tiers.
Il informe le mandant des conflits potentiels.

2 Obligation d'information et de mise en garde du mandataire

- 2.1 Le mandataire informe régulièrement le mandant de l'avancement des travaux et se procure en particulier toutes les informations nécessaires. Il signale immédiatement par écrit tous les faits qui pourraient compromettre la bonne exécution du contrat. Si, en cours d'exécution, il apparaît que des changements affecteront les phases ou les phases partielles à venir, le mandataire le signale immédiatement au mandant par écrit.
- 2.2 Le mandataire informe immédiatement le mandant par écrit des différences entre le volume de travail effectif et le volume de travail convenu ainsi que de tous les facteurs liés à l'évolution des connaissances (par ex. nouveau mode de construction, nouveaux processus de travail ou nouveaux matériaux) qui, pour des raisons techniques ou économiques, peuvent justifier une modification des prestations convenues.
- 2.3 Le mandataire avertit le mandant par écrit des conséquences négatives de ses instructions, notamment en ce qui concerne les délais, la qualité et les coûts, et le met en garde contre les ordres et souhaits inappropriés.

3 Communauté de mandataires

- 3.1 Les modifications touchant l'existence et la composition de la communauté de mandataires requièrent l'accord exprès du mandant. Les accords conclus entre les membres de la communauté de mandataires concernant la prise en charge des frais communs et la participation aux profits et aux pertes n'ont pas d'effet pour le mandant.
- 3.2 Les membres de la communauté de mandataires déclarent que, si l'un d'entre eux quitte cette dernière, ils maintiendront leur société simple, sous réserve de l'accord du mandant. L'art. 536 CO (prohibition de concurrence) ne s'applique pas.

4 Recours à des tiers

- 4.1 Le recours à des tiers en vue de l'exécution du contrat est soumis à l'approbation préalable écrite du mandant.
- 4.2 Les tiers auxquels le mandataire fait appel sont considérés comme ses auxiliaires au sens de l'art. 101 CO. L'approbation ou la connaissance, par le mandant, du recours à des tiers n'affecte pas la responsabilité du mandataire découlant du contrat ou liée à ce dernier. L'application de l'art. 399 CO est expressément exclue.
- 4.3 En cas de difficultés de paiement du mandataire, de différends graves entre le mandataire et des tiers ou d'autres motifs importants, le mandant peut, après avoir entendu les intéressés, payer directement un tiers ou consigner le montant dû aux tiers aux frais du mandataire, dans les deux cas avec effet libératoire vis-à-vis du mandataire. Le mandant en informe le mandataire par écrit.

5 Objet et étendue des pouvoirs de représentation du mandataire

5.1 Principes

En principe, le mandataire n'est pas autorisé à faire à l'égard de tiers des déclarations qui engagent juridiquement le mandant.

Il a cependant le droit d'adjuger seul des prestations ou des fournitures uniques et formant un tout qui figurent au devis et dont le prix ne dépasse pas 5000 francs (hors TVA) par cas. Le mandant doit être informé immédiatement de la commande.

Les adjudications plus importantes sont effectuées par le mandant.

Le mandataire est tenu d'informer immédiatement le mandant des communications et déclarations de tiers (autorités, entreprises, spécialistes, etc.) qui touchent au but du mandat (par ex. des communications relatives aux priorités convenues en matière de qualité ou de risque, aux difficultés économiques des partenaires contractuels et aux demandes de tiers en rapport avec ces difficultés, à des demandes de modification des prix ou encore à des mises en garde).

5.2 En phase de réalisation

Si les prestations faisant l'objet du mandat portent sur la direction des travaux, le mandataire doit exercer la direction des travaux, conformément aux art. 33 ss de la norme SIA 118 (2013), dans le cadre du contrat passé entre le mandant et l'entreprise. Les déclarations à portée juridique suivantes, que le mandant se réserve expressément le droit de faire à l'égard des entreprises, sont exclues des pouvoirs attribués au mandataire :

- les modifications du contrat qui ne constituent pas des modifications de commande;
- les modifications de commande qui ont une incidence sensible sur les délais, la qualité et les coûts;
- les déclarations concernant l'existence de défauts constatés lors de la réception de l'ouvrage ou d'une partie d'ouvrage;
- la reconnaissance finale des métrés et des rapports de régie ainsi que l'approbation du décompte final après sa vérification par la direction des travaux;
- la réclamation et la mise en œuvre de sûretés et de peines conventionnelles.

Dans la mesure où il est chargé de les établir, le mandataire reprend les présentes dispositions en matière de pouvoirs de représentation dans les contrats d'entreprise.

6 Modifications du contrat

- 6.1 Le mandant peut demander que les prestations convenues soient modifiées.
- 6.2 Les modifications des prestations et les adaptations correspondantes de la rémunération, des délais et des autres éléments du contrat sont discutées et arrêtées par écrit dans un avenant avant la poursuite des travaux. Une éventuelle adaptation des honoraires se calcule selon les éléments de la base de calcul ou de coûts initiale, augmentée du renchérissement si une variation des prix a été convenue.
- 6.3 Le mandant indemnise le mandataire pour les prestations autorisées et prouvées qui ont été exécutées avant la modification de commande et que cette modification a rendues inutiles.

7 Personnes-clés

Sous réserve des cas de résiliation du contrat de travail, de maladie ou de décès, les personnes-clés du mandataire, qui sont responsables du projet, ne peuvent être remplacées après la conclusion du contrat qu'avec l'accord du mandant. Une personne-clé ne peut être remplacée dans sa fonction que par une personne ayant les mêmes qualifications.

8 Droit du mandant de donner des instructions

- 8.1 Le mandant est habilité à donner des instructions au mandataire dans le cadre de l'exécution du contrat. Si le mandant déclare par écrit maintenir des instructions contre lesquelles le mandataire l'a mis en garde par écrit, le mandataire n'est pas responsable, envers le mandant, des conséquences de ces instructions.
- 8.2 Si, malgré les mises en garde du mandataire, le mandant insiste pour que des règles de sécurité ne soient pas appliquées, le mandataire peut répudier son mandat pour s'exonérer de sa responsabilité envers les tiers. Une indemnité pour résiliation du mandat en temps inopportun est exclue dans ce cas.
- 8.3 Si, à titre exceptionnel, le mandant donne des instructions directement à des tiers, il en informe sans délai le mandataire par écrit.

9 Rémunération

9.1 Honoraires et frais accessoires

Les prestations (frais accessoires compris) sont généralement facturées par phase partielle. Pour les phases partielles dont la réalisation dure plus de trois mois, le mandant est en droit de facturer des acomptes mensuels ; les relevés des prestations et les justificatifs nécessaires sont joints à la facture.

Pour chaque phase partielle convenue (voir chiffre 3 du contrat), une récapitulation doit être établie deux mois au plus tard après la fourniture de la dernière prestation. Ce document contient une liste contrôlable des prestations fournies et donne au mandant une vue d'ensemble de toutes les factures établies par le mandataire ainsi que des montants acquittés et de ceux qui restent à payer.

9.2 Plafond des coûts

Le dépassement du plafond des coûts convenu est à la charge du mandataire, à moins que le mandant n'ait approuvé par écrit une modification de commande ou que, pour d'autres raisons, il doive assumer des coûts supplémentaires.

9.3 Rémunération des prestations non définies de manière définitive

Les prestations qui ne peuvent pas encore être déterminées de façon définitive au moment de la conclusion du contrat sont désignées comme telles dans le contrat. Il s'agit en particulier de prestations à fournir dans les dernières phases ou phases partielles.

Avant que ces prestations ne soient exécutées, le mandant et le mandataire conviennent par écrit dans un avenant de leur contenu, de leur étendue ainsi que de leur rémunération et de la base de calcul applicable ; ils se fondent à cet égard sur la base de calcul ou de coûts initiale.

9.4 Réduction des honoraires et retenue

En cas de non-respect du degré de précision des estimations de coûts convenu au ch. 3.3 imputable à une faute du mandataire, le mandant se réserve le droit de réduire les honoraires en conséquence. Le droit du mandant à des dommages-intérêts est réservé.

Si le mandataire est responsable ou coresponsable de défauts importants, le mandant peut procéder à une retenue correspondant au minimum au coût estimé de l'élimination des défauts et au dommage estimé. Le mandant ne peut procéder à une retenue si le mandataire fournit une garantie correspondante. Constitue notamment une garantie acceptable l'attestation écrite par laquelle l'assurance du mandataire s'engage à couvrir les dommages dont ce dernier doit répondre.

9.5 Décompte final du mandataire

Les prestations convenues dans la phase partielle consistant dans la direction des travaux de garantie sont à exclure du décompte final du mandataire. À moins qu'elles ne soient couvertes par une garantie d'exécution à première réquisition, elles doivent faire l'objet de factures séparées qui ne peuvent être établies qu'après la vérification finale, au sens de l'art. 177 de la norme SIA 118 (2013), ou après la fin des travaux de la phase partielle concernée.

10 Prescriptions de sécurité

- 10.1 Le mandataire respecte les prescriptions de sécurité applicables.
- 10.2 Le mandant se réserve le droit de faire interrompre immédiatement les travaux si le mandataire viole gravement ou de manière répétée son obligation de respecter les prescriptions de sécurité.

11 Confidentialité

- 11.1 Le mandant et le mandataire traitent de façon confidentielle tous les faits qui ne sont ni notoires ni accessibles à tout un chacun. Ce devoir de confidentialité perdure après l'extinction des rapports contractuels. Les obligations légales d'information sont réservées.
- 11.2 La sauvegarde du secret militaire est régie par les prescriptions correspondantes.

12 Publications

- 12.1 La publication de plans de construction, de descriptifs et de photographies de plans de l'ouvrage et de la construction est soumise à l'accord préalable écrit du mandant. L'art. 27 LDA (liberté de panorama) est réservé. Le mandant ne peut refuser son accord que si des intérêts dignes de protection l'exigent.
- 12.2 Le mandataire a le droit d'être cité en tant qu'auteur dans les publications correspondantes du mandant ou de tiers.

13 Responsabilité du mandataire

- 13.1 Le mandataire répond des dommages résultant de la violation de ses obligations de diligence et de fidélité, de l'inobservation ou de la violation de règles de l'art reconnues de sa profession, d'un manque de coordination ou de surveillance, d'une mauvaise estimation des coûts ou d'une mauvaise surveillance de ces derniers (y compris d'un mauvais contrôle des factures des entreprises) ou de la perte des droits qui découlent des défauts de l'ouvrage et qui sont à faire valoir envers les entreprises chargées de l'exécution des travaux.
- 13.2 Les documents insatisfaisants ou entachés d'erreurs sont refusés par le mandant et doivent être révisés gratuitement.
- 13.3 Le mandant peut se fier aux estimations de coûts globales du mandataire, dans les limites du degré de précision indiqué. Si des degrés de précision spécifiques sont convenus pour certains éléments de coûts, ils doivent figurer dans le texte du contrat.
- 13.4 Si le mandant a exigé le recours à un tiers malgré une mise en garde du mandataire, la responsabilité de ce dernier se limite au soin avec lequel il l'a instruit et surveillé le tiers en question.
- 13.5 Le mandant prend en temps utile toutes les mesures qu'on peut raisonnablement exiger de lui et qui sont appropriées à la situation pour prévenir la survenance ou l'aggravation d'un dommage. Si, à titre exceptionnel, le mandant fait parvenir directement des avis de défauts à un ou plusieurs entrepreneurs ou fournisseurs, il en informe immédiatement le mandataire par écrit.
- 13.6 Si un dommage dont le mandataire doit répondre a également été causé par des tiers, le mandant fait valoir ses droits envers tous les auteurs du dommage, de telle sorte que le mandataire puisse se retourner contre tous les coauteurs du dommage après avoir réparé celui-ci.

14 Interruption des travaux

- 14.1 En cas d'interruption des travaux ordonnée par le mandant, le mandataire n'a droit à aucune rémunération supplémentaire pendant la durée de l'interruption.
- 14.2 Si, à la reprise des travaux, il s'avère que l'interruption nécessite une reprise des bases existantes ou que des dépenses supplémentaires sont d'une autre manière nécessaires, ces prestations supplémentaires et leur rémunération doivent être convenues entre les parties avant leur mise en œuvre.

- 14.3 Le mandataire a en tout cas le droit d'exiger du mandant qu'il répare le dommage résultant de l'interruption des travaux s'il prouve que l'interruption des travaux par les mandant résulte d'une violation du contrat de mandataire, la faute du mandant étant présumée à cet égard.

15 Délai de dénonciation des défauts et prescription

- 15.1 Sous réserve du chiffre 15.2, les droits résultant du contrat se prescrivent par 10 ans à compter du fait dommageable. Pour les expertises, le délai de prescription commence à courir le jour de leur livraison.
- 15.2 Les droits résultant des défauts d'un ouvrage immobilier se prescrivent par cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage.
- 15.3 Les défauts doivent en principe être invoqués dans un délai de 60 jours à compter de leur découverte. Cependant, les erreurs de calcul ou les erreurs entachant les plans qui sont à l'origine d'un défaut d'un ouvrage immobilier ou d'une partie d'un ouvrage immobilier peuvent être invoquées par le mandant en tout temps pendant deux ans à compter de la réception de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage concernés. Passé ce délai, elles doivent être invoquées dans un délai de 60 jours à compter de leur découverte.

16 Droit d'auteur

- 16.1 Le droit d'auteur appartient au mandataire.
- 16.2 Le mandant dispose du droit gratuit, irrévocable et non exclusif d'utiliser librement pour ses propres besoins les résultats du travail du mandataire en vue de l'achèvement du projet. Si le mandant fait usage de ce droit sans égard au mandataire, celui-ci a droit au paiement des honoraires dus à ce moment et reconnus par le mandant. En cas de contestation des honoraires, le mandant doit les consigner ou fournir des sûretés.
- 16.3 Si les circonstances le justifient, le mandant est autorisé à modifier les résultats du travail du mandataire déjà pendant la phase d'étude du projet. Il en va de même en cas de fin anticipée du contrat, à condition que celle-ci ne soit pas imputable au mandant.

17 Transmission et conservation des documents

- 17.1 Le mandataire ou chaque membre de la communauté de travail conserve gratuitement et dans leur état d'origine, durant 10 ans au moins à compter de la fin du contrat, tous les documents qui sont liés au contrat et dont les originaux n'ont pas été remis au mandant (tels que les documents relatifs aux décisions et les documents concernant l'ouvrage réalisé: plans, esquisses, calculs, contrats d'entreprise, commandes, correspondance, décomptes, supports de données, etc.).
- 17.2 Sur demande, le mandataire rend en tout temps compte de sa gestion et remet tous les documents qu'il s'est engagé contractuellement à établir dans le cadre des honoraires convenus.

18 Fin anticipée du contrat

- 18.1 L'art. 377 CO ne s'applique pas.
- 18.2 Les parties peuvent se départir en tout temps du contrat pour de justes motifs, sans devoir d'indemnité. Est considéré comme un juste motif notamment le remplacement d'une personne-clé par le mandataire qui a lieu sans l'accord du mandant ou en dehors des cas prévus au chiffre 7 ci-dessus.
- 18.3 Le contrat peut, par ailleurs, être révoqué ou répudié en tout temps par chacune des parties. Les prestations fournies conformément au contrat avant la fin de ce dernier sont payées au mandataire sans majoration des honoraires.
- 18.4 Si une partie résilie le contrat en temps inopportun, elle doit indemniser l'autre partie du dommage prouvé (qui ne comprend en aucun cas le manque à gagner) sans lui verser de supplément.
- 18.5 Il n'y a pas résiliation en temps inopportun lorsque le comportement d'une partie constitue un motif justifié de résiliation du contrat par l'autre partie.
- 18.6 En outre, la résiliation du contrat par le mandant n'est pas considérée comme intervenant en temps inopportun:
- lorsque les crédits ne sont pas approuvés ou débloqués par l'autorité législative, l'autorité exécutive ou une autre autorité;
 - lorsque des autorisations font défaut;
 - lorsque le mandant ne libère pas l'exécution de certaines phases;
 - lorsqu'une ou plusieurs personnes-clés du mandataire dont la collaboration est déterminante pour le projet sont remplacées dans leur fonction sans l'accord du mandant ou en dehors des cas réservés au chiffre 7 ci-dessus.

19 Signatures

Les conditions générales ci-dessus font partie intégrante du contrat de mandataire du

Lieu et date:

.....'

Lieu et date:

.....'

Le mandant:

.....

Le mandataire resp. les membres de la communauté de mandataires:

.....

.....

.....

Annexes

Annexe 1: Offre du mandataire du, révisée le

Annexe: Récapitulation de la rémunération (brute, hors TVA)

(prestations ordinaires et prestations à convenir spécifiquement)

Honoraires

Phases	Phases partielles	Honoraires	
1 Définition des objectifs	11 Énoncé des besoins, approche méthodologique	CHF	0.00
2 Études préliminaires	21 Définition du projet de construction, étude de faisabilité	CHF	0.00
	22 Procédure de choix de mandataire	CHF	0.00
3 Étude du projet	31 Avant-projet	CHF	
	32 Projet de l'ouvrage	CHF	
	33 Procédure de demande d'autorisation	CHF	
4 Appel d'offres	41 Appels d'offres, comparaisons des offres, proposition d'adjudication	CHF	
5 Réalisation	51 Projet d'exécution	CHF	
	52 Exécution de l'ouvrage	CHF	
	53 Mise en service, achèvement	CHF	
Total des honoraires		CHF	

Frais accessoires

Description des frais accessoires et de leur mode de remboursement	Frais accessoires
	CHF
	CHF
Total des frais accessoires	CHF
Total de la rémunération (brute, hors TVA)	CHF

(à reporter au chiffre 4.1 / 4.2 du contrat de mandataire)